

<p>Cerfa n° 50-4398</p> <p>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES du CHER 6 place de la pyrotechnie - CS 20001 18019 BOURGES CEDEX</p> <p>Tél. 02 34 34 61 65 ou 61 66 Fax : 02 34 34 63 00</p>	<p>Cadre réservé à l'administration</p> <p>N° de dossier :</p> <p>Déposé le :</p> <p>Complet le :</p>
---	---

DEMANDE D'AUTORISATION TEMPORAIRE

DE POURSUITE D'ACTIVITE

(Articles L732-40 et D732-54, 732-55 et 732-56 du code rural)

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

NOM : _____ PRENOM : _____

N° PACAGE : _____

Situation familiale : célibataire / marié(e) / veuf (veuve) / union libre ou Pacs
(rayer les mentions inutiles)

Date de naissance : ___/___/_____ N° d'immatriculation MSA : _____

Profession principale : _____

Auprès de quelle caisse avez vous demandé la retraite de vieillesse agricole ?:

Le versement de cette retraite est-il lié à une inaptitude au travail ? (1) OUI NON
(rayer la mention inutile)

ADRESSES

DU DEMANDEUR

N° : _____ rue ou lieu dit _____

Code postal : _____ Commune : _____

DE LA SOCIETE DONT LE DEMANDEUR ETAIT GERANT

Forme et dénomination de la société : _____

N° PACAGE de la Société : _____

Adresse du siège d'exploitation (si différent) :

N°: _____ rue ou lieu dit _____

Code postal : _____ Commune : _____

RECHERCHE DE CESSION DU BIEN

- Avez vous retourné dans les délais légaux (art. L330-2 du code rural) à la Chambre d'Agriculture du Cher votre Déclaration d'Intention de Cesser votre Activité (DICAA) ? : OUI NON
(rayer la mentions inutile. Si oui joindre l'attestation d'enregistrement)

- Avez vous proposé à la Chambre d'Agriculture du Cher l'inscription de votre exploitation au Répertoire Départs Installation (RDI) ? : OUI NON
(rayer la mention inutile. Si oui joindre l'attestation d'enregistrement)

- Avez vous proposé votre exploitation à la vente et/ou location auprès *(joindre une copie des annonces et/ou attestations des intermédiaires)* :

Office notarial	OUI	NON	<i>(rayer la mention inutile)</i>
Professionnels de l'immobilier	OUI	NON	<i>(rayer la mention inutile)</i>
Petites annonces	OUI	NON	<i>(rayer la mention inutile)</i>
SAFER du Centre	OUI	NON	<i>(rayer la mention inutile)</i>

RAISONS S'OPPOSANT ACTUELLEMENT A LA CESSION DU BIEN (Cochez la ou les réponses)

Absence totale d'acquéreur ou de fermier :

Absence d'acquéreur ou de fermier au montant demandé :

Meilleur prix d'achat ou de location proposé pour les terres _____

Meilleur prix d'achat ou de location proposé pour les prairies _____

Meilleur prix d'achat ou de location proposé pour les bâtiments _____

Meilleur prix d'achat ou de location proposé pour l'habitation _____

Impossibilité actuelle du repreneur(s) pressenti(s) à assurer la reprise du bien. Précisez-en les raisons :

Impossibilité de cession du bien possédé en indivision avec d'autres personnes *(joindre photocopie des titres de propriété)*

Obligation d'exploiter personnellement pendant 9 ans jusqu'au _____ suite à l'exercice du droit de reprise visé à l'art. L411-59 du code rural *(joindre la décision)*

Obligation d'exploiter personnellement jusqu'au _____ suite à rétrocession SAFER *(joindre la décision SAFER)*

Procédure contentieuse en cours (art L411-35 du code rural) suite à un refus opposé par le propriétaire à la cession du bail à votre conjoint ou à un de vos descendants

Défaut d'information du propriétaire 12 mois avant votre départ en retraite (Art. L411-65 du code rural)

Refus de votre part ou de l'indivision de procéder, dans l'attente, à une convention de mise à disposition (CMD) avec la SAFER. Explicitez le motif :

Autres raisons *(les expliciter succinctement et joindre les éventuels justificatifs)*

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES DE LA PART DU DEMANDEUR

RAPPELS

- Conformément à l'article L330-2 du code rural la notification de la DICAA est nécessaire, pour bénéficier d'une éventuelle autorisation temporaire de poursuite d'activité.

SIGNATURE DU DEMANDEUR

Fait à : _____ Le : _____

Signature

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification auprès de la direction départementale des territoires pour les données vous concernant